

Informations générales

Email de contact : camille.julien@cc-vimeu.fr

Date de signature du CRTE : 01 juillet 2021

Nature juridique de la structure porteuse : Communauté de communes

Nom de la structure porteuse : Communauté de communes du Vimeu

Si protocole de préfiguration : date de signature : 14 janvier 2021

Signataires

Nature des signataires du CRTE : Nom: CC du Vimeu, nature: CC, SIREN: 200070944

Stratégie

Nature des documents stratégiques et plans-programmes préexistants :

- PCAET
- SCOT

Liste des contrats figurant dans le CRTE : Contrat de transition écologique

Liste des programmes de l'ANCT intégrés : Territoires d'industrie

Liste des orientations stratégiques, axes, ambitions, volets, objectifs... :

- I-Veiller à un aménagement spatial équilibré et respectueux du développement durable 1.1 Améliorer les conditions de logement sur le territoire 1.2 Contribuer à la lutte contre l'artificialisation excessive des terres 1.3 Conforter l'armature urbaine 1.4 rénover énergétiquement et maintenir les équipements publics de proximité sur l'ensemble du territoire II- Renforcer l'économie locale, agir en faveur de l'emploi 1 2.1 Structurer une agriculture plus globale, 2.2 maintenir et étoffer le tissu industriel du Vimeu, 2.3 Agir en faveur de la formation, 2.4 Agir en faveur de l'économie sociale et solidaire III-Assurer la résilience du territoire, préserver la nature et le cadre de vie 3.1 Agir dans la lutte

contre le réchauffement climatique et s'y adapter, 3.2 Oeuvrer pour la bonne qualité des eaux, 3.3 Poursuivre l'effort en matière de traitement des déchets, 3.4 Accompagner la production des sources d'énergie renouvelable IV Favoriser la mobilité durable 4.1 Favoriser la mobilité pour tous, 4.2 Réduire les émissions sources de GES, 4.3 Accompagner l'essor des modes de déplacements doux

Réalisation d'un diagnostic initial du territoire : Oui

Mise à jour du projet de territoire avec l'élaboration du CRTE : Oui

Plan d'action

Domaines d'action publique couverts :

- Circuits courts agricoles
- Pratique agricole durable, agro-écologie
- Restauration et alimentation durable
- Infrastructure(s) et réseaux (numérique, eau, chaleur...)
- Opération de requalification (friches...)
- Connaissance et protection de la biodiversité et milieux naturels
- Gestion des risques (inondations...)
- Gestion quantitative et qualitative de l'eau
- Gestion, valorisation des déchets, réemploi
- Mobilités douces
- Loisirs
- Efficacité énergétique
- Production d'énergies renouvelables
- Réseaux verts et intelligents
- Economie, production et consommation durable
- Tourisme durable
- Emploi et Insertion
- Logistique et Fret
- Organisation des déplacements
- Sport
- Formation professionnelle
- Accès à un logement de qualité

Nombre de fiches action (opération prête à démarrer) : 60

Nombre de fiches projet (opération à travailler) : 26

Gouvernance et évaluation

composition du COFIL :

Liste des instances de partenariat mobilisées ou créées : Conférence des maires

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du COFIL : 1

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du comité technique : 2

Liste des partenaires socio-économiques :

Démarches de co-construction du CRTE : Concertation élus/techniciens

Existence d'un volet de coopération interterritoriale (dont volet transfrontalier) : Oui

Domaines d'action publique de la coopération interterritoriale :

- Circuits courts agricoles
- Pratique agricole durable, agro-écologie
- Restauration et alimentation durable
- Extension urbaine maîtrisée
- Opération de requalification (friches...)
- Gestion des risques (inondations...)
- Gestion quantitative et qualitative de l'eau
- Emploi et Insertion
- Tourisme durable
- Logistique et Fret
- Mobilités douces

Définition d'indicateurs de suivi des objectifs opérationnels du CRTE : Oui

État des lieux écologique renseigné à l'aune des 13 indicateurs du socle national : Oui

Recours à la grille d'analyse ex-ante des actions : NC

Ingénierie et financement

Recrutement d'un chef de projet / chargé de mission dédié : Non

Recrutement d'un volontaire territorial en administration : Non

Mobilisation de l'ingénierie locale : NON

Mobilisation d'une ingénierie externe : NON

Existence d'une maquette financière annexée (ou d'un état récapitulatif des différents financements) au jour de la signature du contrat : Oui

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses de fonctionnement : 0€

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses d'investissement : 5.56M€

Montant total en euros des engagements financiers des collectivités locales et leurs établissements publics : 6.54M€

Montant total en euros des engagements financiers de l'Etat et de ses opérateurs Plan de relance : 245 533€

Montant total en euros des engagements financiers de l'Etat et de ses opérateurs hors plan de relance : 546 971€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements européens : -0,1€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements privés : 372 000€

Montant en euros des engagements financiers de la Banque des territoires : -0,1€